

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE SUIVI
DE L'ELABORATION DE LA MAQUETTE NUMERIQUE BIM
DANS LE CADRE DU MARCHE DE CONCEPTION,
REALISATION ET AMENAGEMENT DE L'ETABLISSEMENT
PENITENTIAIRE DE NIMES-SUD (30)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES	6
1 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU PRESENT MARCHE	6
1.1 Présentation de l'opération	6
1.2 Contenu de la mission.....	9
1.3 Forme du marché	10
2 DEFINITION DES INTERVENANTS	10
2.1 La maîtrise d'ouvrage – le pouvoir adjudicateur.....	10
2.2 Contrôle technique.....	10
2.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)	10
2.4 L'assistant-conseil, assistant à maîtrise d'ouvrage technique (AMOT) et de commissionnement.....	10
2.5 Assistants à maîtrise d'ouvrage mandatés par le maître d'ouvrage.....	11
2.6 Conception et réalisation des ouvrages	11
2.7 Titulaire	12
2.8 Sous-traitance envisagée en cours d'exécution	13
3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	13
3.1 Pièces particulières:	13
3.2 Pièces générales :	13
4 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE.....	14
4.1 Obligations de confidentialité.....	14
4.2 Mesures de sécurité	14
CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
5 CONNAISSANCE DES CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
6 EXECUTION DU MARCHE	16
6.1 Modalités d'exécution.....	16
6.2 Démarrage et validation des missions	16
6.3 Achèvement des missions	16
7 GESTION DES DOCUMENTS	17
7.1 Documents à remettre par le maître d'ouvrage.....	17
7.2 Documents à remettre par le titulaire	17
7.3 Gestion électronique des documents.....	17
8 DUREE DU MARCHE ET PROLONGATION DU DELAI	17
9 PENALITES	17
9.1 Pénalités pour retard.....	17
9.2 Pénalités pour absence à des réunions et visites.....	18

9.3	Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail	18
9.4	Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité	18
CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENTS		19
10	PRIX	19
10.1	Contenu des prix	19
10.2	Répartition des prix	19
10.3	Variation des prix.....	19
10.4	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	20
11	MODALITES DE REGLEMENT	20
11.1	Répartition des paiements	20
11.2	Avance.....	20
11.3	Règlement des acomptes et solde.....	20
11.3.1	Décompte périodique	21
11.3.2	Décompte final.....	21
11.4	Païement des cotraitants et des sous-traitants	22
11.5	Délais de paiement	22
CHAPITRE IV : PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR LE MARCHE		23
12	ASSURANCES	23
12.1	Responsabilités.....	23
12.2	Assurances.....	23
13	ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHE	23
14	RESILIATION DU MARCHE.....	23
14.1	Résiliation du marché.....	23
14.2	Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur	23
14.3	Résiliation aux torts du titulaire.....	24
14.4	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	24
15	DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE ET AUX TRAVAILLEURS DETACHES	24
15.1	Dispositions relatives au travail dissimulé.....	24
15.2	Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés	24
CHAPITRE V- DIVERS		25
16	EXCLUSIVITE – CONFLITS D'INTERETS	25
17	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	25
18	REGLEMENT DES DIFFERENTS	25
ANNEXE 1 : DOCUMENTS A REMETTRE, DELAIS DE REMISE		27

CHAPITRE I : GENERALITES

1 Objet et caractéristiques du présent marché

Le présent marché a pour objet l'assistance technique au maître d'ouvrage dans le cadre du suivi de l'élaboration de la maquette numérique BIM par l'attributaire du marché pour la conception, la réalisation et de l'aménagement du centre Pénitentiaire de Nîmes Sud (30).

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au présent marché public présente l'opération et donne le détail des missions.

1.1 Présentation de l'opération

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme immobilier pénitentiaire engagé par le ministère de la Justice qui vise à renforcer les moyens de l'Administration Pénitentiaire. L'objectif est de requalifier et de déployer le parc immobilier carcéral tout en repensant la conception des établissements pénitentiaires.

Le projet du centre pénitentiaire Nîmes sud consiste en la réalisation d'un nouvel établissement pénitentiaire d'une capacité nominale de 700 places, un pôle d'extraction judiciaire et effectif de personnel prévisionnel de 385 personnes. L'emprise du site se situe sur les communes de Nîmes et de Milhaud (30). L'implantation de l'établissement est prévue en site libre sur une partie du site OC'VIA. Cette ancienne base de travaux SNCF est actuellement en friche.

Le projet prévoit, sur l'emprise d'une surface bâissable en enceinte d'environ 17 ha, la construction d'un établissement d'une surface utile de 24 000m² avec une hauteur maximum de R + 3. . Au niveau des espaces extérieurs hors enceinte, il est prévu un parking d'environ 480 places.

Plan de situation

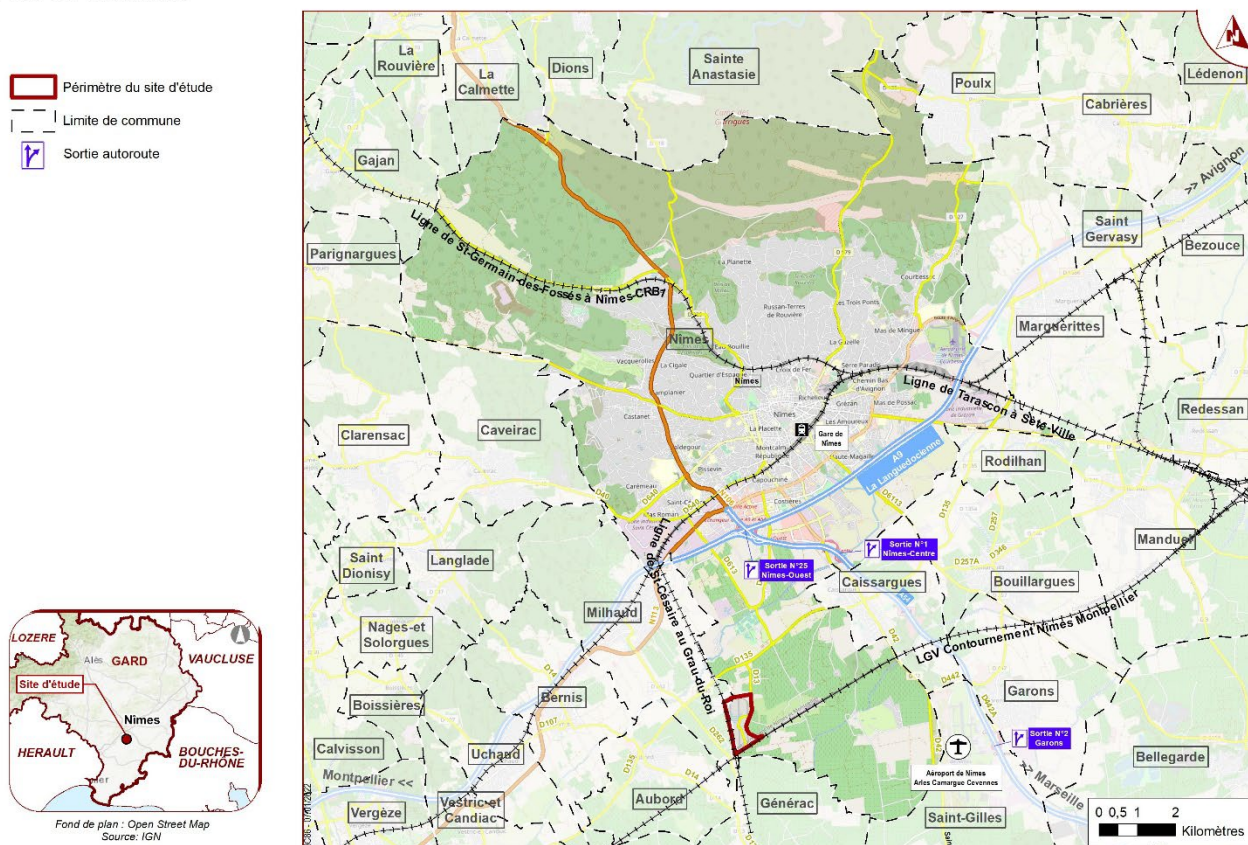
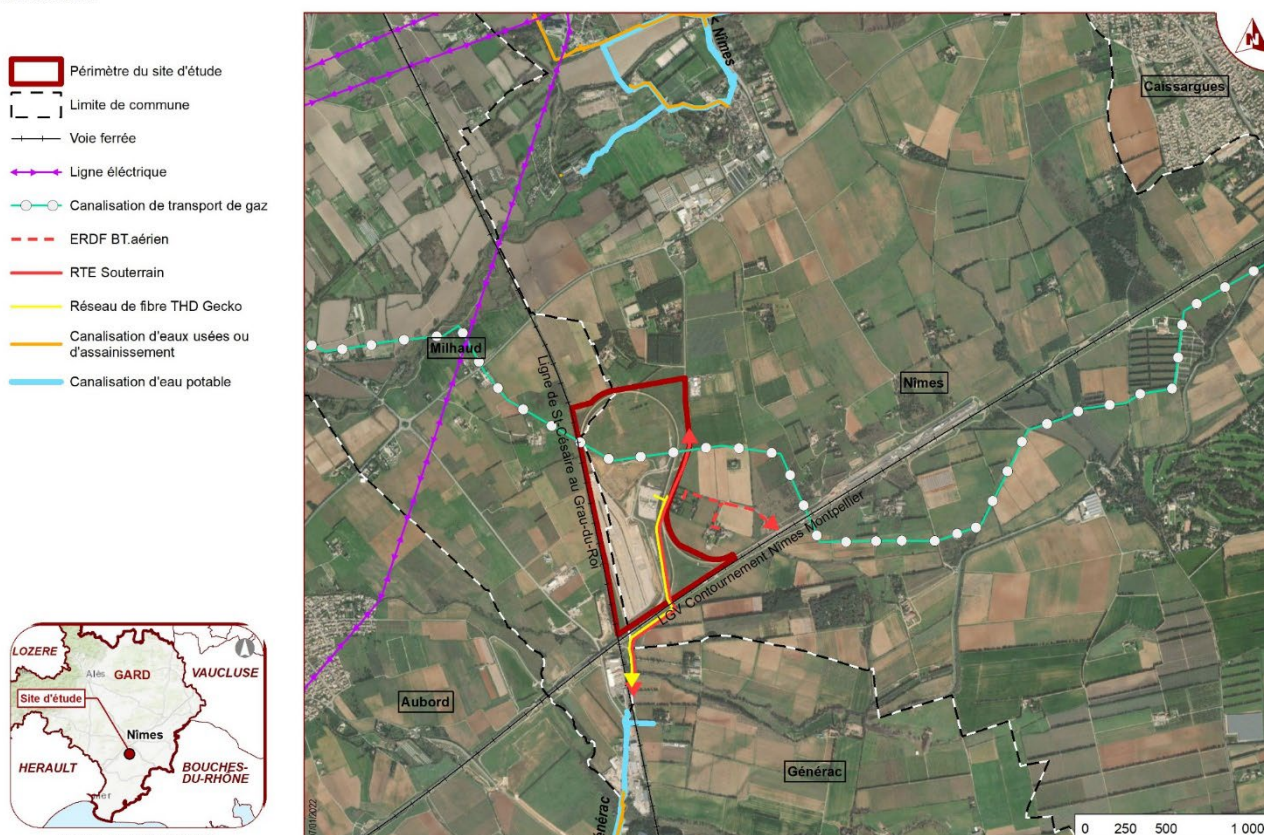


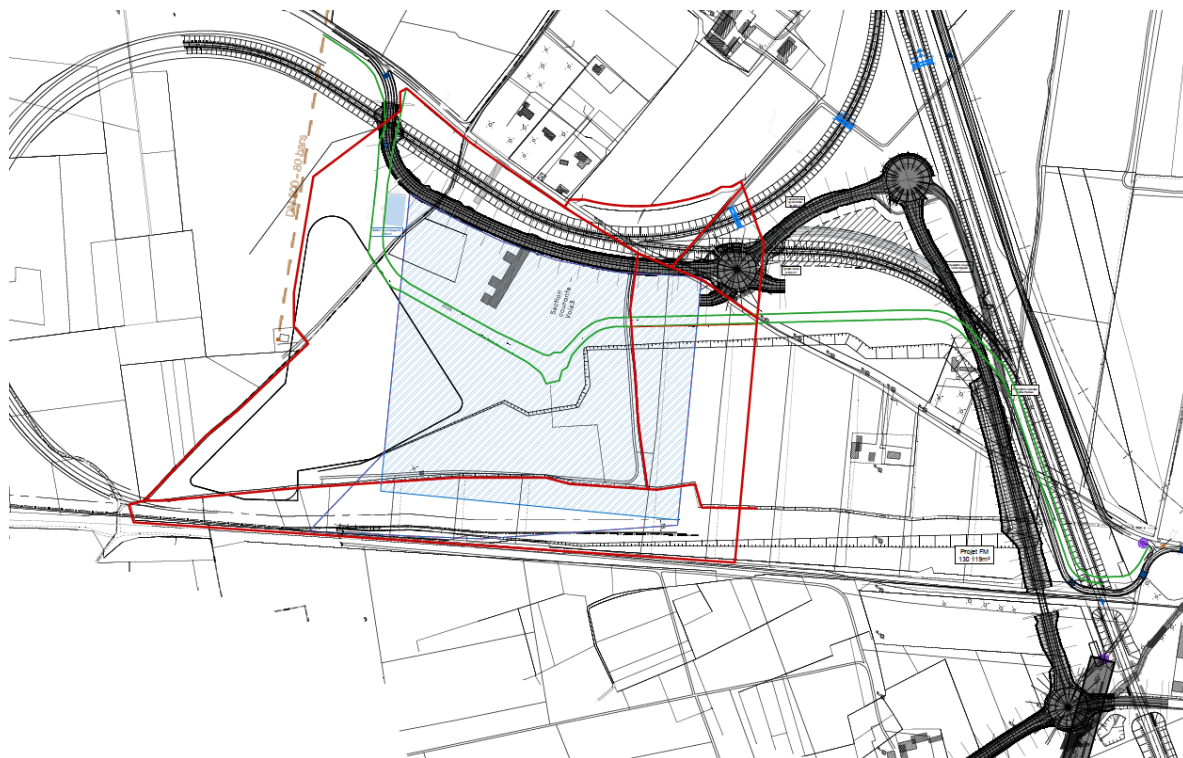
Figure 1 : Plan de situation - API

Le site est au croisement des voies ferrées régionales et LGV. Il est desservi par une route départementale RD13 qui sera à dévier pour permettre l'implantation du projet ainsi qu'un projet voisin, porté par les collectivités locales (ZAE).

Réseaux



L'emprise d'implantation prévisionnelle de l'établissement est donnée sur la carte ci-dessous (zone hachurée en bleu):



NOTA : la localisation du site pénitentiaire et de la route sont données à titre indicatif

Pour permettre l'implantation du projet, des travaux de prolongement des réseaux urbains (amenée eau potable, assainissement, électricité, gaz, fibre, etc) et de viabilisation du site seront effectués ainsi que des travaux sur les réseaux voirie pour adapter l'accès au site.

Un traitement paysager est prévu du site Etant donné la proximité avec l'habitat d'une espèce protégée identifiée au nord du site (site Natura 2000), une grande vigilance sera apportée pour limiter les nuisances du chantier sur cette zone.

Au sud du centre pénitentiaire, le reste du site Oc'avia devrait accueillir à terme une zone économique que souhaite développer la métropole de Nîmes sur environ 15 hectares.

1.2 Contenu de la mission

L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions suivantes :

- Mission C0 : Prise de connaissance du dossier et mise en place du processus BIM. Cette mission commence à la notification du marché
- Mission C1 à C3 : Analyse des livrables et suivi du processus BIM lors de la phase de conception. Ces missions commencent à la remise des livrables correspondants.
- Mission R : Analyse des livrables et suivi du processus BIM lors de la phase réalisation. Cette mission commence à la notification de l'OS de démarrage des travaux au groupement de conception-réalisation.

- Mission DOE : Analyse du livrable DOE numérique. Cette mission commence à la remise du DOE.

1.3 Forme du marché

Le présent marché est un marché public de prestations intellectuelles à prix global et forfaitaire.

2 Définition des intervenants

2.1 La maîtrise d'ouvrage – le pouvoir adjudicateur

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ) agissant en tant que mandataire et pouvoir adjudicateur au nom et pour le compte du ministère de la justice.

Afin d'assurer une bonne coordination sur le projet du maître d'ouvrage, celui-ci est représenté par un chef de projet et/ou un directeur de programme.

Le maître d'ouvrage est domicilié en son siège social situé en Ile-de-France, actuellement au Kremlin-Bicêtre.

2.2 Contrôle technique

Les études et travaux relatifs à l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les coordonnées du contrôleur technique seront communiquées.

2.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

La conception et l'exécution de chaque tranche fonctionnelle sont soumises aux dispositions du code du travail et, à ce titre, le maître de l'ouvrage désignera un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau I, pour la phase « conception » et pour la phase « réalisation ».

Les coordonnées du CPSP seront communiquées.

2.4 L'assistant-conseil, assistant à maîtrise d'ouvrage technique (AMOT) et de commissionnement

L'opération du Centre Pénitentiaire de Nîmes Sud fait l'objet d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique ayant pour objet la réalisation de l'ensemble de prestations concourant à l'assistance technique du maître d'ouvrage dans le cadre du suivi des travaux et de la garantie de parfait achèvement du marché de conception, réalisation et aménagement du Centre pénitentiaire de Nîmes (30). Le titulaire de ce marché s'assurera, lors de l'exécution des études et des travaux, du respect des pièces contractuelles et réglementaires et en rendra compte au maître de l'ouvrage.

Les coordonnées de l'AMOT et de commissionnement seront communiquées.

2.5 Assistants à maîtrise d'ouvrage mandatés par le maître d'ouvrage

L'Agence publique pour l'immobilier de la Justice pourra faire appel à différents Assistants à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération, lors des différentes phases d'études et de réalisation. Ils interviendront sur des domaines différents ou complémentaires à la mission du titulaire.

Le titulaire sera amené à dialoguer avec eux.

Les coordonnées des éventuels AMO seront communiquées ultérieurement.

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- la conduite générale du projet,
- la procédure de permis de construire et des demandes d'autorisations de travaux,
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme,
- le contrôle de la procédure de validation des plans avant exécution,
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent,
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage,
- la sûreté pénitentiaire,
- l'assistance conseil en exploitation maintenance,
- le commissionnement.

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage, sont portées à la connaissance du titulaire du marché.

En outre, différentes entités du Ministère de la Justice interviendront dans le cadre de cette opération, notamment :

- la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP),
- la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse. (DISP Toulouse).

2.6 Conception et réalisation des ouvrages

Le marché est passé en application de l'article L.2171-4 du code de la commande publique avec un groupement responsable de la conception, de la réalisation et de l'aménagement du Centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30). La procédure retenue pour l'attribution du marché public global sectoriel est la procédure avec négociation dont le déroulement est décrit aux articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique

Il n'y a pas de marché spécifique de maîtrise d'œuvre. La maîtrise d'œuvre est assurée par un membre du groupement titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement.

Ses missions sont les suivantes :

- M0 – PRE - Etudes préliminaires : mise au point et processus maquette numérique BIM
- M1 – APS - Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire remis lors de la consultation
- M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 – APD - Avant-Projet-Définitif

- M4 – PRO – Etudes de Projet
- M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 - VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 – TRVX Réalisation des travaux
- M8 – AOR - Assistance aux opérations de réception
- M9 – MOB - Mobilier
- M10 – SIG - Signalétique
- M11 – QEB - Qualité environnementale des bâtiments
- M12 – GPA – Suivi de la GPA
- M13 – ENV- Mesures environnementales

2.7 Titulaire

Le titulaire est défini à l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution des missions qui lui seront confiées, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation. Son équipe est constamment qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations à exécuter aux différentes phases de sa mission, ainsi qu'aux conditions et objectifs particuliers de l'exécution des ouvrages notamment des délais.

Le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour mener à bonne fin ses missions, à augmenter l'effectif de son équipe sans rémunération complémentaire.

Le titulaire désignera un unique interlocuteur pour le maître de l'ouvrage. Cet interlocuteur est qualifié pour représenter le titulaire auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au CCTP.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire. En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG-PI ;
- l'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du Pouvoir Adjudicateur ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours calendaires à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39.1 du CCAG-PI.

L'assistant technique assure, dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à

toute nouvelle personne physique désignée pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

2.8 Sous-traitance envisagée en cours d'exécution

Pour la déclaration de sous-traitants en cours de marché, il sera fait application des dispositions des articles L2193-5 à L2193-7 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution du marché, l'acte spécial de sous-traitance (ou tout acte spécial modificatif) pourra être notifié par mail avec accusé de réception.

3 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

3.1 Pièces particulières:

- **l'acte d'engagement** référencé « AE » dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « acte d'engagement », et ses annexes :
 - annexe n°01 : répartition du montant par cotraitant
 - annexe n°02 : déclaration de sous-traitance
- le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes
 - annexe 1 : Documents à remettre, délais de remise
 - annexe 2 : cahier de charges BIM ;
- le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** ;
- **Le mémoire technique** du titulaire, dont les engagements ne sont contractuels que lorsqu'ils vont au-delà des exigences des pièces susvisées ;
- La **décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** des missions qui n'est contractuelle que pour les prix unitaires qui y figurent dans le cadre d'éventuelles prestations modificatives ou supplémentaires ;

3.2 Pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois à l'acte d'engagement.

4 Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité

4.1 Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 10 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

4.2 Mesures de sécurité

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite, sauf autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

5 Connaissance des conditions d'exécution des prestations

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir examiné toutes les indications de tous les documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, et avoir obtenu, le cas échéant, tous les renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

6 Exécution du marché

6.1 Modalités d'exécution

L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions suivantes :

- Mission C0 : Prise de connaissance du dossier et mise en place du processus BIM. Cette mission commence à la notification du marché
- Mission C1 à C3 : Analyse des livrables et suivi du processus BIM lors de la phase de conception. Ces missions commencent à la remise des livrables correspondants.
- Mission R : Analyse des livrables et suivi du processus BIM lors de la phase réalisation. Cette mission commence à la notification de l'OS de démarrage des travaux au groupement de conception-réalisation.
- Mission DOE : Analyse du livrable DOE numérique. Cette mission commence à la remise du DOE.

6.2 Démarrage et validation des missions

Le démarrage de la mission du titulaire est déclenché par la notification de son marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis tels que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner. Cette validation peut être donnée par tout moyen. Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, **l'absence de validation dans ce délai ne vaut pas admission tacite.**

6.3 Achèvement des missions

L'achèvement de l'ensemble des missions du titulaire fera l'objet d'une décision de réception prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI établie sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

7 Gestion des documents

7.1 Documents à remettre par le maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

7.2 Documents à remettre par le titulaire

Les documents à remettre par le titulaire à l'occasion de la réalisation des prestations sont précisés à l'annexe 1 du présent CCAP.

7.3 Gestion électronique des documents

La diffusion de tous les documents d'étude sera exclusivement réalisée par un système de gestion électronique des documents, mis en place par le Titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement.

Le Titulaire du présent marché doit utiliser ce système :

- Dans le cadre des phases de conception, pour accéder aux documents d'études, le rapport d'analyse étant transmis uniquement au maître d'ouvrage,
- Dans le cadre de la phase de réalisation, pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions.
- Pendant toute l'exécution du marché, afin d'accéder à la maquette numérique.

8 Durée du marché et prolongation du délai

La durée du marché est précisée à l'article 5 de l'acte d'engagement. Des délais de prestations spécifiques sont indiqués en annexe 1 du présent CCAP.

La durée du marché commence à la notification du marché et s'achève en tout état de cause à la validation de la mission DOE par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

9 Pénalités

Les pénalités ne sont pas révisées.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités détaillées ci-dessous. Ces pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

9.1 Pénalités pour retard

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite. Il ne sera pas

appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur. Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

L'annexe 1 au CCAP fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), et leurs points de départ.

En cas de retard dans la réalisation des prestations, le titulaire subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de **cent euros** (100€).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune de ces pénalités sauf décision expresse du maître d'ouvrage.

9.2 Pénalités pour absence à des réunions et visites

Il sera appliqué au titulaire une pénalité de 300 € pour toute absence à des réunions et visites où sa présence est prévue conformément au CCTP.

9.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail

En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 16 du présent CCAP, une pénalité de 300 € par constat sera appliquée.

Une pénalité de 5000 € sera appliquée dès que le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail.

9.4 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité

S'agissant des obligations de confidentialité détaillées à l'article 4 du présent CCAP, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 2000 € par occurrence pour non-respect des obligations contractuelles de confidentialité ;
- 1000 € par jour calendaire de retard pour dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 4 du présent CCAP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité.

Les deux pénalités pourront le cas échéant, se cumuler.

CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENTS

10 Prix

10.1 Contenu des prix

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est établi hors TVA.

Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Les prix tiennent compte de la réalisation de l'ensemble des prestations décrites au CCTP.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de sécurité définies à l'article 4 ci avant.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part de tiers dans le cadre des missions qui lui seront confiées au titre du présent marché.

10.2 Répartition des prix

En cas de groupement, le cadre de la répartition des montants des prestations à régler (DPGF), remis dans l'offre du titulaire, indique la part qui doit être réglée respectivement au mandataire du présent marché, et ses cotraitants.

10.3 Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en première page de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois m0 ».

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après, en fonction de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie ING publié au bulletin officiel du ministère en charge de l'Ecologie et du développement durable.

La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C=0,15 + 0,85 (I_m-4/I_0-4)$$

dans laquelle

$I_0 - 4$: valeur index ingénierie quatre mois avant le mois m_0 (mois d'origine),

$I_m - 4$: index ingénierie quatre mois avant le mois pris en compte pour la détermination de la valeur finale de celui-ci.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes ou des paiements partiels définitifs.

10.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

11 Modalités de règlement

11.1 Répartition des paiements

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, **EDIFLEX**.

L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

Le système sera utilisé dès sa mise en place pour l'établissement des pièces justificatives des acomptes et du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la T.V.A.).

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système font l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le pouvoir adjudicateur, et dont une copie lui sera adressée.

11.2 Avance

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG-PI s'applique.

Si les conditions prévues aux articles R.2191-3 et R.2191-5 à R.2191-12 du Code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

En cas de cotraitance avec paiements séparés, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées par les articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

11.3 Règlement des acomptes et solde

A la demande du titulaire, des acomptes pourront être versés, au prorata des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant total de chaque élément de mission. Le solde de chaque élément de mission sera versé à l'achèvement total des prestations de la mission considérée.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte sous forme de projet de décompte établissant le montant en prix de base des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard et réfaction.

11.3.1 Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom de l'opération
- le nom du titulaire
- La date de facturation
- Le nom et l'adresse du créancier
- Désignation des prestations réalisées correspondant au montant facturé
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement.
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises
- Le numéro SIRET

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance
- d) les pénalités et réfections éventuelles
- e) l'incidence de la TVA,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

11.3.2 Décompte final

Après exécution des prestations de la dernière mission, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de solde, sous forme de projet de décompte final qui sera à établir dans EDIFLEX, dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-PI.

Si après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire ne produit pas de demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de la réception des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation. Le pouvoir adjudicateur établit le décompte. Ce dernier est notifié au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande de paiement présentée par le titulaire.

11.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

a) Pour les cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

b) Pour les sous-traitants

Pour les sous-traitants, l'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le titulaire (le mandataire en cas de groupement) et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

11.5 Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours maximum, à compter de leur réception.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et au taux en vigueur.

CHAPITRE IV : PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR LE MARCHE

12 Assurances

12.1 Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

12.2 Assurances

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il dispose d'une police destinée à garantir ses responsabilités civiles en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun périodiquement, et au moins au cours du 1^{er} trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

13 Arrêt de l'exécution du marché

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché, au terme de chaque mission du marché définie au marché (C0, C1, C2, C3, R, DOE), celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

14 Résiliation du marché

14.1 Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 14 du présent CCAP emporte résiliation du marché sans indemnité.

14.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, par dérogation à l'article 40 du CCAG PI pour la partie résiliée est fixé à 1%.

14.3 Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R. 2143-3, R.2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail,.

14.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

15 Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés

15.1 Dispositions relatives au travail dissimulé

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme E-Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées à l'article 13.2(assurances) et 16 sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

15.2 Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de

détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Chapitre V- Divers

16 Exclusivité – conflits d'intérêts

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et./ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de conception-réalisation et aménagement.

17 Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

18 Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

ANNEXE 1 : Documents à remettre, délais de remise

- Prestations communes à toutes les missions :

Compte-rendu de réunions	<i>2 jours ouvrés à compter de la réunion</i>
Note identifiant et décrivant de manière détaillée l'intégralité des points des différents documents contractuels impactés par la modification	<i>7 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur</i>

- Mission C0 :

Rapport d'analyse critique du dossier	<i>5 jours ouvrés à compter de la transmission du dossier par le pouvoir adjudicateur</i>
Note détaillant exhaustivement les modifications de programme	<i>3 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur</i>
Rapport d'analyse des propositions de nomenclatures et classifications remises par le groupement	<i>5 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur</i>
Analyse de la maquette numérique	<i>5 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur</i>
Compte-rendu de réunion	<i>2 jours ouvrés à compter de la réunion</i>

- Missions C1, C2, C3 :

Rapport d'analyse de la maquette numérique	<i>10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque livrable</i>
Mise à jour du rapport d'analyse de la maquette numérique	<i>5 jours ouvrés à compter de la réception de la maquette mise à jour.</i>
Rapport de suivi du processus BIM	<i>10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque livrable</i>
Compte-rendu de réunion	<i>2 jours ouvrés à compter de la réunion</i>

- Mission R :

Rapport d'analyse des listes des documents d'exécutions produits depuis la maquette numérique	4 jours ouvrés à compter de la réception de chaque liste.
Rapport d'analyse de la maquette numérique	10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque livrable
Mise à jour du rapport d'analyse de la maquette numérique	5 jours ouvrés à compter de la réception de la maquette mise à jour.
Rapport de suivi du processus BIM	10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque livrable
Compte-rendu de réunion	2 jours ouvrés à compter de la réunion

- **Missions DOE :**

Rapport d'analyse de la maquette numérique	15 jours ouvrés à compter de la réception du DOE numérique
Mise à jour du rapport d'analyse de la maquette numérique	10 jours ouvrés à compter de la réception du DOE numérique mis à jour.